Le 10 décembre 2013

Révolution algérienne : mode d'emploi.

de **Guillaume Alméras**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

L'économie algérienne est si simple qu'elle est pratiquement assimilable aux comptes d'un ménage. D'un côté, une unique source de revenus. De l'autre, des achats de consommation pour vivre. Et la différence mise en épargne de précaution. D'un côté, des hydrocarbures représentant 97,13% des exportations. De l'autre des importations qui couvrent pratiquement tous les besoins : jusqu'à 75% de ceux des particuliers et des entreprises – un peu comme si notre ménage bénéficiait pour sa consommation propre des apports d'un jardin potager, guère plus. Les exportations sont donc l'unique ressource du pays, puisque celui-ci importe l'essentiel de ce qu'il consomme. Et la différence entre les deux, les importations étant moindres que les exportations, est placée en bon père de famille. Pas de fond souverain ici, en effet, pas de placements risqués mais une rente en titres d'Etat. En 2010, des réserves atteignant 162,2 milliards $ (auxquels il faut ajouter 173 tonnes d'or : les « bijoux de famille », pour rester dans notre métaphore ménagère) auraient rapporté 4,3 milliards $, soit un peu moins de 3%. Un placement de bon père de famille… Quand les revenus sont bons, le ménage prend un peu sur son épargne pour subvenir aux besoins de ses grands enfants (transferts sociaux) et engager des travaux, voire même des extensions car, quand les revenus sont bons plusieurs années de suite, on se prend à rêver un peu (l'Algérie vise à devenir le 4° pôle biotech mondial d'ici 2020).

Bien sûr, tout ceci n'est pas sans risques. Un jour, les ressources s'épuiseront, dès aujourd'hui les placements en titres souverains ne sont plus si sûrs. Et puis surtout, l'Algérie, dont les revenus sont en $, dépense essentiellement des € pour ses besoins. Donc, bien sûr, si le $ perdait beaucoup de sa valeur… Mais enfin, le pire n'est jamais certain.

L'économie algérienne est si simple qu'elle fournit un cas d'école au sens propre. Pourtant, les étudiants auxquels on la présenterait pour leur apprendre l'économie seraient bien surpris. Car l'économie algérienne déroge à tous les principes de base sur lesquels est censée reposer l'activité économique : une soif d'entreprendre pour satisfaire ses besoins et s'enrichir. On constate ici le contraire ! Même les investissements ne sont pratiquement pas productifs ! Comme le remarque le professeur Abderrahmane Mebtoul, les 2,5% de croissance de l'économie algérienne en 2012 sont dérisoires par rapport aux milliards de dépense publique qui ont été déversés.

Aussi aberrant que cela puisse paraitre au vu des canons de l'économie classique, l'économie algérienne est organisée en sorte de produire *positivement* du sous-emploi, de rendre la diversification industrielle quasi impossible et de brider la croissance. Car, de fait, les deux principaux facteurs qui sont à même de rendre compte du sous-développement – l'absence de ressources fortes et/ou une croissance démographique importante – ne peuvent être invoqués ici. D'ailleurs, l'Algérie ne peut être rangée parmi les pays sous-développés. L'économie algérienne est plutôt organisée pour produire un faible développement et tourner en sous-régime.

Un tel jugement peut choquer mais il est facile à justifier et, pour le comprendre, il suffit de poser la question de base face à tout système économique : comment fait-on pour y devenir riche ? Ceci au sens économique du terme : comment une création de richesse à son propre profit y est-elle possible ?

Redessinons le schéma économique algérien : il y a une unique source de revenus, les devises obtenues à l'exportation, qui permettent d'acheter l'essentiel de ce qui est consommé. Il n'y a donc que deux manières de créer de la richesse : exporter ou bien importer et revendre localement. Les ressources d'exportations étant entre les mains d'entreprises publiques, il ne reste pour les particuliers algériens que de devenir importateurs. Il faut accéder aux devises que les exportateurs ont déposées dans les banques et qui, pour partie, sont disponibles pour financer des importations. Les biens importés sont revendus localement avec une marge confortable (puisqu'il n'y a pas de biens locaux capables de les concurrencer) et l'argent ainsi encaissé permet d'accéder aux devises que conservent et prêtent les banques. Le moyen privilégié de s'enrichir consiste donc à détenir une part de marché importante ou, mieux encore, le quasi monopole d'un bien importé et fortement demandé. Ensuite, une source d'enrichissement secondaire apparait avec la distribution de ces biens – une autre issue très lucrative consistant à importer et à distribuer.

Un tel schéma est simple et ses conséquences économiques sont elles-aussi obvies (même si des milliers d'études en économie du développement ont rarement voulu les reconnaitre).

1°) Dans un tel système, il n'y a pas et il ne peut y avoir de développement industriel au-delà de ce qui concerne la ressource exportée. Toute diversification menacerait les rentes d'importation et tout le système est là pour l'empêcher – car pour s'imposer, les productions locales devraient miraculeusement atteindre dès le départ un niveau de qualité comparable à celui des biens importés, sans quoi la population locale les refuserait. Les investissements directs étrangers autoriseraient ce miracle. Ils sont donc mal accueillis (sauf pour ce qui concerne la ressource d'exportation). La loi de finances complémentaire algérienne de 2010 a ainsi instauré une barrière imparable : les investisseurs étrangers ne peuvent détenir plus de 49% d'une société algérienne. De sorte que, déjà ridicules en montants pour un pays de la taille de l'Algérie, les IDE, à 1,7 milliards $, ont baissé de 15% en 2012.

Bien sûr, une telle situation, empêchant toute diversification industrielle, ainsi que les services susceptibles de l'accompagner (l'Algérie est tout en bas du classement mondial OCDE pour l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les affaires), condamne une large partie de la population au sous-emploi ou aux emplois fictifs, notamment administratifs. Mais les revenus extérieurs sont suffisants pour permettre d'en limiter le coût social.

2°) Un tel système n'a pas tellement besoin de banques. En Algérie, de fait, les banques publiques tiennent encore 88% du marché bancaire. Elles sont sur-liquides, accordent peu de crédits aux PME et enregistrent (malgré cela) des taux importants de créances en souffrance (un chiffre officiel de plus de 16% de *non performing loans* !). Il n'y a pas de culture du crédit et il n'en est guère besoin puisqu'il n'y a pas d'essor industrieux. Les banques algériennes ne sont pas archaïques, comme on le dit souvent. Elles remplissent leur rôle de financement du commerce extérieur et de conservation des avoirs. L'économie est largement informelle (40% de l'économie du pays ?). Cela n'est pas un à-côté mais quelque chose d'inhérent au système dans son ensemble, car une grande partie de l'économie n'est

pas tellement hors-Etat (lequel n'a pas pour principale ressource l'impôt mais le contrôle des exportations), elle est plutôt hors-banques ; à raison puisque de toute façon celles-ci ne financent pas véritablement l'économie…

3°) Dans un tel système économique, enfin, la monnaie nationale est forcément surévaluée. Elle l'est contre toute logique économique, pour que la population puisse acheter les importations au moindre coût, ce qui est la clé de tout. C'est ainsi qu'en 2012, le Dinar s'est apprécié de 0.05% face à l'€ et s'est déprécié de 6,45% par rapport au $! Cela n'est guère un problème puisque cette monnaie n'est pas convertible et puisque les exportations sont faites en $. On peut en fait lui fixer le cours que l'on veut ! On peut surtout vouloir, dès qu'on est riche, s'affranchir d'une monnaie locale qui n'est qu'une unité de compte : en détenant des comptes propres en devises en banque ou des avoirs à l'étranger. Par là, en définitive, le propre d'un tel système est d'inviter à une corruption généralisée, ainsi qu'au mépris d'une classe de nantis pour la population locale, piégée dans un système monétaire qu'elle manipule en fonction de ses intérêts.

Ce ne sont là que de pures possibilités théoriques, bien entendu ! Il convient cependant de souligner que dans un tel système, où la masse monétaire est pour moitié hors banque et où le cours de la monnaie est administré, l'inflation est essentiellement entre les mains des importateurs, soit qu'ils répercutent la hausse des prix de ce qu'ils achètent à l'extérieur, soit qu'ils augmentent tout simplement leurs marges et fassent ainsi pression sur l'Etat pour l'accès aux devises, ce qui marque leur domination du système. L'inflation peut être durement ressentie par la population mais elle ne menace pas le système dans son ensemble. Derrière elle, il n'y a que la morgue des puissants.

Alors, qu'est-ce qui pourrait faire s'écrouler un tel système économique ? Une seule chose : la dévaluation. La valeur qui est donnée à la monnaie domestique tient tout en effet. Si l'Algérie doit profondément changer, la révolution sera monétaire ou ne sera pas ! Les produits étrangers devenant moins accessibles les productions locales seraient favorisées et les rentes s'effondreraient. Or dans le contexte de la mondialisation, cela peut aller assez vite. C'est ce qui s'est passé notamment en Asie du Sud-est à partir de la fin des années 90. La forte dévaluation des monnaies a accéléré le passage des maisons de commerce chinoises, qui animent le commerce de toute la région, du rôle de simples importateurs à celui de producteurs. Au même moment, la Chine et la Corée du Sud faisaient de la sous-évaluation de leurs monnaies la clé de leur croissance.

Certes mais, non convertible, la monnaie algérienne coure bien moins de risque d'être dévaluée – il faudrait une forte dépréciation du dollar ou un fort renchérissement de l'euro pour y contraindre. Une baisse générale des salaires aurait le même effet mais qu'est-ce qui la provoquerait ? De plus, une telle dévaluation irait à l'évidence contre beaucoup d'intérêts, de sorte qu'une véritable révolution, au sens politique, paraitrait nécessaire pour l'imposer. Mais cela semble absurde ! Le peuple va-t-il descendre dans la rue pour défendre la baisse de son pouvoir d'achat ? Les émeutes de 2011 sont venues rappeler la sensibilité populaire à la hausse du prix des denrées de base. La Tunisie qui, au même moment, a pu être tentée de laisser filer sa monnaie a surtout fragilisé la position de ceux qui venaient d'accéder au pouvoir.

En Asie, les choses ont été possibles car, très forte, la dévaluation a été subie, elle est en quelque sorte venue de l'extérieur. Et puis ce sont les importateurs qui sont devenus producteurs. Comment faire autrement ? Il faudrait qu'un pays puisse disposer tout à la fois

d'une population active conséquente, d'institutions politiques relativement solides et de réserves de change suffisantes, qui permettent d'adoucir la transition, de la cibler par secteurs d'activité notamment (quitte à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement). Il n'y a peut-être pas cinq pays au monde dans ce cas mais, à l'évidence, l'Algérie est aujourd'hui l'un d'eux.

Guillaume ALMERAS

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil